



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
AUVERGNE-  
RHÔNE-ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Préfet de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen  
au cas par cas sur le projet dénommé  
« centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 997,1 KWc »  
sur la commune de Saint-Jean-de-Thurigneux  
(département de l'Ain)**

Décision n° 2026-ARA-KKP-06514-  
N\_17557

**DÉCISION**  
à l'issue d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

**Vu** l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2026-132 du 19 mai 2026 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Olivier David, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

**Vu** l'arrêté n° DREAL-SG-2026-047 du 20 mai 2026 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

**Vu** la demande enregistrée sous le n° 2026-ARA-KKP-06514-N\_17557, déposée complète par la société sol'R green chene le 30 avril 2026 date de réception du dossier complet, et publiée sur Internet ;

**Vu** la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 28 mai 2026 ;

**Vu** les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de l'Ain le 29 mai 2026 ;

**Considérant** que le projet consiste en la construction d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 997,1 kWc sur des terrains agricoles, actuellement inexploités, sur la commune de Saint-Jean-de-Thurigneux dans le département de l'Ain ;

**Considérant** que le projet prévoit notamment les aménagements suivants sur une durée de chantier estimée à environ 6 mois :

- sécurisation du site et installation d'une clôture périphérique,
- préparation du terrain et création d'une voirie interne (piste lourde et légère),
- réalisation de tranchées pour l'enfouissement des câbles,
- battage de pieux pour les fondations (ou pieux vissés),
- installation des structures porteuses fixes et des modules photovoltaïques,
- installation des onduleurs et d'un poste de livraison/transformation,
- installation d'une citerne souple de 60 m³ pour la défense incendie,
- raccordement au réseau électrique géré par la Régie de Services Énergie (RSE),
- phases d'essais et mise sous tension ;

**Considérant que** le projet présenté relève de la rubrique 30 « *installations photovoltaïques au sol d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc* » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, le soumettant à un examen au cas par cas ;

**Considérant** les caractéristiques du projet suivantes :

- nombre de modules photovoltaïques : 1 534,
- superficie cadastrale totale : 1,55 ha,
- surface projetée (emprise au sol des modules) : 0,375 ha,
- hauteur des panneaux : entre 1,10 m (point bas) et 3,15 m (point haut),
- distance entre les rangées de panneaux (inter-tables) : 4,4 mètres,
- production annuelle estimée : 1 267 MWh/an (soit 1,267 GWh/an) ;

**Considérant** que le projet :

- se situe sur une prairie mésophile à couvert herbacé dominé par des graminées et plantes communes (renoncules, véroniques, pissenlits),
- n'intercepte aucun habitat naturel d'intérêt communautaire et qu'aucune espèce végétale protégée n'ont été identifiés sur l'emprise,
- se situe au sein de la ZNIEFF de type II « Ensemble formé par la Dombes des étangs et sa bordure orientale forestière » mais qu'il ne semble pas induire d'impact significatif sur cet espace ;

**Considérant** que le dossier indique que le site s'inscrit dans un secteur à forte probabilité de zones humides lié au plateau de la Dombes, sans que la prospection terrain n'ait été finalisée, et que l'engagement de ne pas implanter d'installation au droit de ces potentielles zones n'assure pas que le projet maintiendra leur fonctionnalité<sup>1</sup> ;

**Considérant** que le projet est situé à proximité immédiate de résidences, que le dossier ne permet pas d'estimer les nuisances potentielles (bruit, poussière, éblouissement, paysage...) que pourraient engendrer ce projet (phase travaux et phase exploitation) ni leur impact potentiel sur la santé humaine et que le dossier ne présente pas de mesures d'évitement ou de réduction concernant ces différentes thématiques ;

**Rappelant** que le projet se situe en zone agricole et que sa compatibilité avec le document-cadre de l'Ain<sup>2</sup> comme site d'implantation d'un projet photovoltaïque au sol devra être démontrée lors de la demande d'autorisation d'urbanisme ;

**Concluant** que :

- au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 997,1 KWc situé sur la commune de Saint-Jean-de-Thurigneux est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;
- les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de cette évaluation environnementale sont notamment ceux explicités dans les motivations de la présente décision ;

ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

---

<sup>1</sup> La réalisation de tranchées pour le passage des câbles peut notamment impacter leur approvisionnement en eau

<sup>2</sup> <https://www.ain.gouv.fr/contenu/telechargement/33610/234765>

## DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 997,1 KWc, enregistré sous le n° 2026-ARA-KKP-06514-N\_17557, présenté par la société Sol'R Green Chene, concernant la commune de Saint-Jean-de-Thurigneux (01), est soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2** : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

**Article 3** : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour le préfet, par délégation,  
Pour le directeur par subdélégation,  
la cheffe du service CIDDAE

Anais BAILLY  
anais.bailly

Signature numérique de  
Anais BAILLY anais.bailly  
Date : 2026.06.05 14:03:57  
+02'00'

Anais BAILLY

### Voies et délais de recours

#### 1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

#### Où adresser votre recours ?

- RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE  
69453 LYON cedex 06

Le RAPO doit être déposé via le téléservice de l'évaluation environnementale (sur lequel la demande d'examen au cas par cas a été déposée initialement) accessible à l'adresse suivante : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/>

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon  
Palais des juridictions administratives  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON Cedex 03

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)

## 2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

### Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE  
69453 LYON cedex 06

*Le recours gracieux doit être déposé soit par courriel à l'adresse suivante : [ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) soit par voie postale à l'adresse susmentionnée*

- Recours contentieux

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte relatif à l'autorisation (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).

*Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)*